

**Conférence internationale
de l'éducation
42^e session**

**Genève
3-8 septembre 1990**

PARTIE III

RECOMMANDATION N° 77 AUX MINISTRES DE L'EDUCATION CONCERNANT LA LUTTE CONTRE L'ANALPHABETISME : POLITIQUES, STRATEGIES ET PROGRAMMES OPERATIONNELS POUR LES ANNEES 90

PREAMBULE

La Conférence internationale de l'éducation convoquée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Genève pour sa 42e session du 3 au 8 septembre 1990,

Prenant acte de la décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies de confier à l'Unesco la mise en œuvre de l'Année internationale de l'alphabétisation,

Rappelant le rôle que joue l'Unesco dans la lutte contre l'analphabétisme et pour la généralisation de l'éducation pour tous conformément à sa vocation,

Se félicitant de la priorité absolue que la Conférence générale de l'Unesco à sa vingt-cinquième session a reconnue à l'éducation pour tous, tant dans son troisième Plan à moyen terme que dans le plan d'action qu'elle a adopté en vue d'éliminer l'analphabétisme, et en particulier celui des jeunes filles et des femmes,

Faisant sienne la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous et prenant acte du Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux, adoptés par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, Thaïlande, 5-9 mars 1990), organisée par la Banque mondiale, le PNUD, l'Unesco et l'Unicef, et rappelant la priorité à donner aux pays en développement et en particulier aux pays les moins avancés,

Convaincue qu'il est nécessaire et urgent d'assurer le suivi systématique de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous et que l'Unesco a un rôle spécifique à jouer à cet égard,

Prenant en considération la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'ensemble des conventions, recommandations et déclarations pertinentes adoptées à l'échelon régional et international et plus particulièrement par l'Unesco,

Persuadée que le développement de l'éducation pour tous est déterminant pour lutter contre la pauvreté, la malnutrition, la maladie, la marginalisation socio-économique et la drogue,

Convaincue que l'éducation pour tous est essentielle pour assurer le développement global des individus et de leur famille, la justice et l'égalité entre hommes et femmes et pour garantir une meilleure qualité de vie pour tous,

Reconnaissant qu'on enregistre le plus fréquemment depuis 25 ans une augmentation des taux d'inscription dans les établissements d'enseignement primaire et des taux d'inscription dans les cours d'alphabétisation des adultes, et notant toutefois qu'en chiffres absolus, le nombre des analphabètes continue d'augmenter dans beaucoup de pays en développement,

Constatant que l'accès de tous à l'école n'est pas encore pleinement assuré, que les taux d'abandon dans l'enseignement primaire demeurent élevés dans beaucoup de pays et qu'un pourcentage notable d'élèves qui ont fait défection et d'adultes nouvellement alphabétisés retournent à l'analphabétisme ou ne maîtrisent pas suffisamment la lecture, l'écriture ou le calcul,

Consciente du fait que diverses collectivités se heurtent à des obstacles majeurs – dette extérieure grandissante, structure défavorable des échanges, dégradation de l'environnement, haut niveau de dépenses militaires, etc. – qui ont un effet négatif sur la réalisation des programmes à grande échelle qui s'imposent en matière d'enseignement primaire et d'alphabétisation des adultes,

Reconnaissant la nécessité de mener des actions concrètes au niveau national pour assurer l'éducation pour tous,

Reconnaissant en outre l'importance dans les années 90 d'une action collective et concertée à l'échelle internationale,

Adopte le 8 septembre 1990, et soumet à l'examen des ministères chargés de l'alphabétisation et de l'enseignement primaire et des autres instances et organismes compétents des Etats membres, des institutions du système des Nations Unies qui ont des responsabilités dans ce domaine et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées, la Recommandation suivante :

A. PRINCIPES, CONCEPTS ET OBJECTIFS

1. Le droit à l'éducation est une condition fondamentale dont dépend le bien-être personnel, social et économique et le développement culturel de tous les enfants, adolescents et adultes. L'alphabétisation et l'enseignement préscolaire et primaire constituent une étape indispensable du processus plus large d'éducation permanente et de développement humain.

2. Afin d'universaliser l'accès de tous les enfants, tous les adolescents et tous les adultes à l'éducation, il conviendrait d'adopter une démarche globale faisant intervenir à la fois et en interaction, (i) des programmes d'alphabétisation pour les adolescents et les adultes – femmes et hommes, ainsi que (ii) des programmes d'éducation et de formation répondant à d'autres besoins essentiels.

3. L'éradication complète de l'analphabétisme suppose la généralisation d'un enseignement primaire de qualité. L'action en faveur de l'enseignement primaire devrait comporter l'établissement de liens avec l'apprentissage dans la famille dès le tout jeune âge et avec l'enseignement préscolaire assurant à tous les enfants la possibilité d'atteindre un niveau satisfaisant d'acquisition de connaissances.

4. Les enfants non scolarisés dans le système formel d'enseignement ne doivent plus rester en dehors du système éducatif. La mise en place de structures non formelles, non traditionnelles, innovantes et flexibles constitue une réponse positive au système formel à condition de n'être pas inférieures en qualité aux écoles proprement dites qu'elles doivent compléter.

5. L'acquisition des savoirs et des savoir-faire, des attitudes et des valeurs fondamentaux ne saurait être réussie et durable que si elle constitue un élément à part entière de l'éducation permanente.

6. Les contenus de l'alphabétisation et de l'éducation fondamentale sont inhérents au contexte géographique, social et culturel et sont destinés à évoluer avec le temps en fonction des changements intervenus dans les sociétés.

7. La maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul forment le noyau de toute action d'éducation ou de formation dont les fondements éthiques reposent sur l'éveil de la conscience, du jugement, de la notion d'identité culturelle et le développement des facultés critiques. Conçus dans cette perspective, les programmes d'alphabétisation englobent non seulement les apprentissages fondamentaux (lecture, écriture, calcul), mais aussi la compréhension du monde et l'aptitude à jouer un rôle dans sa transformation vers plus de justice et d'équité.

B. MESURES ET PROGRAMMES CONCRETS AU NIVEAU NATIONAL

8. Afin de développer l'alphabétisation et l'éducation fondamentale pour tous, il conviendrait, pour chacun des pays :

- (a) d'affirmer une ferme volonté politique nationale d'éliminer l'analphabétisme en fixant des priorités et des objectifs, et en développant les moyens matériels, lorsque cela est nécessaire, de façon à élargir l'accès à l'éducation ;
- (b) de susciter la prise de conscience de l'ensemble de la population et la participation de la collectivité comme des individus eux-mêmes ;
- (c) d'effectuer une étude diagnostique de la situation actuelle et des expériences passées en matière d'alphabétisation et d'enseignement primaire, en particulier dans le contexte de la dynamique socio-économique et culturelle de la société ;
- (d) de déterminer, en fonction des conditions locales, les besoins des populations en matière d'éducation fondamentale ;
- (e) de fixer pour la présente décennie des objectifs et un calendrier précis, la plus haute priorité étant d'assurer l'accès des jeunes filles et des femmes à l'éducation, d'améliorer la qualité de cette éducation et d'éliminer tout obstacle s'opposant à leur participation active ;
- (f) d'adopter des modes d'organisation, des structures, des mesures financières, sociales et juridiques ainsi que des stratégies bien définies et réellement applicables, dotées de ressources financières et humaines spécifiques, propres à donner de véritables chances d'atteindre ces objectifs ;
- (g) d'accorder la plus grande importance à la qualité et au suivi des services éducatifs en mettant l'accent sur la réussite de l'apprentissage ;
- (h) d'adopter une approche élargie pour identifier les groupes d'apprenants potentiels et pour encourager les efforts de recrutement parmi les groupes de même âge, les collègues de travail et les autres personnes faisant partie du milieu naturel de l'apprenant ;
- (i) de rattacher l'alphabétisation aux activités pertinentes de développement communautaire, dans des domaines comme la santé et la nutrition, la puériculture et l'éducation préscolaire, la protection de la famille et notamment des enfants, l'accroissement de la productivité, la création de revenus, la protection de l'environnement, la paix, les droits de l'homme, les libertés fondamentales et la préparation à l'entrée dans le monde du travail ainsi que la participation à la vie économique, civique et culturelle ;
- (j) de créer un cadre et des mécanismes appropriés de suivi et d'évaluation pouvant fournir des informations susceptibles d'aider à progresser en direction des objectifs d'alphabétisation ;
- (k) d'établir des partenariats nouveaux et plus efficaces entre tous ceux qui, aux niveaux national, régional et international sont intéressés à la planification, à la mise en œuvre et à la gestion des programmes, de manière à améliorer l'intégration et la coordination des efforts et à en accroître ainsi la rentabilité et l'impact ;
- (l) d'encourager, par les moyens appropriés, les recherches qui représentent un apport essentiel pour la rénovation des politiques, stratégies, structures, contenu et méthodes.

9. Pour atteindre dans les délais voulus les objectifs prévus pour les années 90, l'une des principales mesures à prendre consistera à revoir les stratégies actuelles d'alphabétisation et à y apporter les modifications nécessaires. Les mesures suivantes pourraient notamment être envisagées au moment de rénover ces stratégies :

- (a) pour généraliser l'alphabétisation, il conviendrait d'encourager une approche comportant deux volets interactifs : (i) extension des enseignements préprimaire et primaire et renforcement de leur qualité notamment par un développement ou une amélioration de la formation des enseignants ; (ii) action en faveur de l'alphabétisation des adultes et de l'éducation continue. Cette double démarche s'intègre résolument dans le cadre de l'éducation permanente ;
- (b) la qualité et la pertinence de l'enseignement primaire devraient être améliorées, afin d'éviter tout retour de l'analphabétisme sous quelque forme que ce soit. Ainsi, la stratégie renouvelée devrait viser non seulement à garantir l'inscription scolaire de tous les enfants, mais aussi le bon déroulement pour tous de la scolarité primaire et son achèvement avec une maîtrise satisfaisante des savoirs et des savoir-faire de base ;
- (c) les abandons ou les déperditions d'effectifs devraient être radicalement réduits et, en fin de compte, éliminés dans les écoles primaires et la régularité de fréquentation assurée grâce à des mesures à la fois administratives et sociales telles qu'une inspection et une orientation efficaces, la concertation avec les parents, la coopération active de la collectivité, la mise en place de services de puériculture et d'aide aux Jeunes filles, la fourniture des repas de midi et d'autres avantages lorsque cela est possible, la création d'un climat propice et la sensibilisation de la population par l'intermédiaire des médias et d'autres moyens ;
- (d) des solutions complémentaires d'appui, non formelles et souples, devraient être mises en place pour faire bénéficier les enfants non scolarisés d'un enseignement fondamental. Des infrastructures adaptées bénéficiant le cas échéant du concours du système scolaire devraient être créées pour assurer leur efficacité. Le programme, les méthodes pédagogiques et les horaires de travail devraient être aménagés en fonction des besoins et des priorités d'apprentissage des enfants non scolarisés ;
- (e) pour l'éducation des adultes, il conviendrait de suivre une démarche associant décentralisation et maintien de mécanismes nationaux ou d'autres mécanismes appropriés de coordination. Les collectivités locales devraient être encouragées à déterminer leurs propres objectifs et responsabilités en termes précis ;
- (f) des organisations bénévoles du secteur associatif devraient être encouragées à collaborer étroitement avec les organismes du secteur public à l'action d'alphabétisation à différents niveaux ;
- (g) le concours des médias devrait être sollicité pour susciter une volonté sociale dans la population, inciter les apprenants potentiels à participer aux programmes d'alphabétisation, créer et maintenir la volonté politique, mobiliser les ressources financières et humaines ;
- (h) une procédure systématique de suivi des progrès à différents niveaux et pour différentes fonctions – administratives, financières et éducatives – devrait être instituée sur des bases fiables dans l'enseignement primaire – formel et non formel – comme dans les programmes d'alphabétisation des adultes, de postalphabétisation et d'éducation continue.

10. Une politique efficace d'élimination des disparités entre hommes et femmes pour l'alphabétisation et entre garçons et filles pour l'accès à l'enseignement primaire devrait être définie, avec des objectifs assortis d'un calendrier de réalisation, en collaboration, notamment, avec les organisations de femmes.

11. Des décisions du même ordre devraient être prises en ce qui concerne d'autres groupes particuliers tels que les habitants des bidonvilles, les populations pauvres des zones rurales, les minorités culturelles et linguistiques et les personnes handicapées.

12. La politique adoptée au sujet de la langue d'alphabétisation devrait être définie avec rigueur dans les contextes multilingues, en particulier quand la langue nationale ou officielle diffère des langues locales. L'utilisation de la langue maternelle est souhaitable ; cependant, dans certains cas, il conviendra d'encourager l'alphabétisation en deux langues.

Contenus et méthodes

13. Une procédure d'évaluation des besoins devrait être suivie pour déterminer les objectifs fonctionnels et le contenu de l'alphabétisation et de l'éducation pour les enfants et les adultes. Les programmes d'éducation de base devraient être conçus comme des moyens de répondre aux besoins éducatifs fondamentaux de tous et pour renforcer la motivation des apprenants, en étant en prise directe sur les préoccupations de leur vie quotidienne.

14. Il convient d'associer et de faire participer les jeunes et les adultes – participants potentiels aux programmes d'alphabétisation – au recensement et à la structuration de leurs besoins éducatifs fondamentaux, de manière à ce que l'apprentissage acquière davantage de sens à leurs yeux et à ce qu'eux-mêmes s'en trouvent plus fortement motivés.

15. Pour accroître la pertinence du contenu des programmes, il faudrait tenir compte dans sa définition, non seulement des besoins des apprenants, mais aussi de divers facteurs inhérents à l'environnement et au contexte. Ces facteurs peuvent être d'ordre professionnel ou géographique, relever des questions de statut respectif des hommes et des femmes, être de nature culturelle, technologique ou autre.

16. En tant qu'élément de l'alphabétisation continue, les programmes de postalphabétisation, d'alphabétisation fonctionnelle et d'éducation continue devraient faciliter la poursuite de l'apprentissage dans divers domaines, conformément à l'évaluation des besoins, en exploitant les connaissances déjà assimilées pour continuer d'apprendre et en appliquant les acquis dans diverses situations au service du développement personnel, social et économique

17. Il convient d'élaborer des méthodes d'enseignement et d'apprentissage, de concevoir des matériels pédagogiques et d'utiliser des technologies et des médias adaptés au rythme et au mode d'apprentissage des adultes, d'une part, et des enfants, d'autre part. La qualité des manuels et des autres outils d'enseignement et d'apprentissage devrait être constamment améliorée grâce à l'évaluation du système éducatif dans sa globalité.

18. Les technologies éducatives, y compris les nouvelles technologies, devraient servir à compléter le travail du maître. Les nouvelles technologies éducatives, lorsqu'elles sont disponibles – micro-ordinateurs, programmes de télévision, vidéocassettes et audiocassettes, etc., spécialement conçus – pourraient être utilisées de façon judicieuse pour l'enseignement et pour renforcer les motivations, en les discutant pour les analyser et les interpréter. De même pourrait-on recourir, dans des cas appropriés, aux nouvelles technologies informatiques et de communication pour l'enseignement à distance, en vue de faire bénéficier ceux qui vivent dans les zones rurales ou dans les régions reculées des programmes d'alphabétisation et d'éducation.

19. Il conviendrait de rendre plus dynamiques les procédures d'enseignement et d'apprentissage en faisant appel à des méthodes telles que le dialogue et l'enseignement mutuel, l'apprentissage actif en petits groupes et l'auto-instruction. Toutes ces méthodes sont de nature à accroître la motivation, l'autonomie et la confiance en soi de l'apprenant comme les capacités de l'enseignant. Il faudrait rendre l'atmosphère des cours d'alphabétisation des adultes plus vivante et plus attrayante et y introduire des activités créatives et culturelles locales qui incitent les apprenants à continuer de suivre ces cours.

20. Il conviendrait de mettre en place une infrastructure solide offrant des modes de fonctionnement souples et dynamiques pour les programmes non formels d'alphabétisation des adultes, de postalphabétisation et d'alphabétisation fonctionnelle ainsi que pour l'enseignement non formel de niveau primaire destiné aux enfants non scolarisés. Le développement d'une éducation non formelle, démarche qui commence à se développer dans certains pays, doit être envisagé dans le cadre des structures d'éducation des adultes en liaison avec les entreprises, les services sociaux, les unités de vulgarisation agricole, etc.

Evaluation des résultats des apprenants et de l'impact social plus large

21. Pour l'alphabétisation et l'éducation continue des adultes, l'évaluation devrait être un processus positif destiné à faire prendre conscience à l'intéressé de ses progrès autant qu'à l'aider à identifier ses lacunes. Elle devrait être un élément indissociable de tous les aspects importants des programmes d'alphabétisation de façon à servir à les améliorer. Un mécanisme adapté d'évaluation cumulative devrait être élaboré et mis en œuvre dans cette optique. Il conviendrait de s'attacher à délivrer une attestation aux participants qui auront suivi avec succès un cours d'alphabétisation.

22. L'évaluation devrait généralement comprendre : (a) une appréciation des résultats de l'apprenant ; (b) une évaluation du programme d'enseignement ; (c) un suivi de l'exécution du programme pour optimiser son efficacité interne et externe ; (d) de temps à autre, un réexamen général du programme pour rénover et renforcer ses objectifs, son organisation et sa gestion, les canaux de communication, l'efficacité des structures, etc. ; (e) une évaluation des coûts ; (f) une évaluation d'impact permettant de comprendre et d'optimiser les effets de l'alphabétisation sur la vie de l'apprenant, de sa famille, de la collectivité à laquelle il appartient et de l'ensemble de la société.

23. Il conviendrait de mettre en place un plan de suivi du déroulement du programme, en particulier dans les premières phases de celui-ci, car c'est le stade de l'exécution qui est le plus délicat et c'est à ce moment-là que se multiplient les obstacles, les problèmes et les blocages imprévus qui faussent le résultat final, même si la campagne d'alphabétisation a été bien préparée. En observant périodiquement la manière dont sont remplies les fonctions éducatives, administratives et financières aux niveaux national, intermédiaire et local, un bon système de suivi doit révéler les carences de la mise en œuvre, permettant ainsi de corriger le tir en temps voulu, de manière à optimiser les résultats du programme et à en assurer ainsi le succès.

24. L'évaluation de l'impact des effets de l'alphabétisation et de l'éducation fondamentale aux niveaux individuel et collectif doit faire apparaître en quoi, dans tel contexte ou telles conditions, l'éducation et la formation contribuent à améliorer la santé et l'hygiène, à augmenter l'espérance de vie, à diminuer la mortalité infantile, à accroître la participation aux campagnes de vaccination, à améliorer la puériculture, à augmenter le revenu des familles, à accroître la confiance en soi et l'autonomie, à intensifier la participation sociale, économique et culturelle et à permettre le plein exercice des droits et des devoirs civiques. Il est essentiel de comprendre les facteurs qui produisent ces effets pour atteindre les objectifs de développement national.

Formation initiale et continue des enseignants et des autres personnels de l'éducation

25. La formation des enseignants, hommes et femmes, est une des composantes principales d'un enseignement primaire de qualité. Dans certains Etats membres il serait utile que cette formation s'ouvre sur l'éducation des adultes afin de mettre les instituteurs en mesure d'accomplir le cas échéant certaines tâches d'enseignement dans ce cadre. Des mesures novatrices de recrutement et de formation spécifique devraient être prises, permettant la mobilité professionnelle d'enseignants motivés et la valorisation de compétences acquises sur le terrain par des praticiens de l'alphabétisation.

26. La variété des tâches confiées aux personnels d'alphabétisation requiert des compétences particulières. Les agents d'alphabétisation devraient donc bénéficier d'une solide formation spécifique, comprenant exposés théoriques, réflexion et pratique de la pédagogie des adultes. Les mêmes considérations devraient s'appliquer aux personnes chargées de la gestion, de l'inspection et de l'élaboration de programmes, ou d'autres missions à caractère pédagogique.

27. Pour maintenir la qualité et l'efficacité de l'ensemble du programme, il faut organiser la formation permanente de tout le personnel. Il faut aussi, pour promouvoir l'auto-apprentissage et l'éducation continue chez les alphabétiseurs ainsi que chez les formateurs et les autres personnels de l'alphabétisation, mettre à leur disposition des programmes d'enseignement à distance, des revues et bulletins et d'autres moyens analogues. Les établissements d'enseignement supérieur, les facultés d'éducation et les centres régionaux de formation qui collaborent avec l'Unesco, comme le CREFAL et l'ASFEC, ainsi que les centres de formation nationaux doivent participer à la formation initiale et continue des maîtres et autres fonctionnaires travaillant dans le domaine de l'alphabétisation.

28. Les pouvoirs publics doivent reconnaître que les enseignants jouent un rôle essentiel dans toute action éducative et, en conformité avec l'article 7 de la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous et le paragraphe 33 du Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux ainsi qu'avec la Recommandation conjointe OIT/Unesco concernant la condition du personnel enseignant, s'intéresser activement à leur statut social, à leurs conditions de vie et à leur rémunération, afin qu'ils puissent se consacrer entièrement à l'éducation et que soit ainsi évité le gaspillage de leur potentiel auquel on aboutirait s'il leur fallait rechercher d'autres moyens de subsistance.

Alphabétisation fonctionnelle et éducation continue

29. Les campagnes de sensibilisation et les services actuellement fournis dans tous les pays industrialisés comme dans les pays en développement devraient être sensiblement étendus, de manière à répondre aux besoins éducatifs fondamentaux de tous les adultes. Une étude systématique du problème fondée sur des recherches devrait avoir pour objet le recensement des groupes et des individus dont le niveau de scolarisation est insuffisant, y compris les travailleurs migrants et leurs familles, en respectant leur identité linguistique et culturelle, la détermination de l'importance quantitative de ces groupes et l'établissement de données statistiques fiables. Il conviendrait également de définir la nature et l'étendue des besoins éducatifs fondamentaux de ces différents groupes et individus en tenant compte de facteurs cumulatifs tels que le chômage, la pauvreté, la marginalisation sociale, etc. Avec les modifications de la structure de l'emploi, l'évolution démographique et le progrès technique, ces besoins deviennent récurrents, suscitant une demande permanente d'apprentissages fondamentaux sous forme de services éducatifs souples et durables, appelant un engagement à long terme des pouvoirs publics dans les pays industrialisés comme en développement.

30. Dans les pays industrialisés comme dans ceux en développement, le secteur public devrait jouer durablement un rôle central dans le financement de l'alphabétisation des adultes. Celle-ci devrait continuer à se diversifier pour répondre aux besoins spécifiques des individus et des groupes. Des dispositions devraient être prises pour instaurer un partenariat de caractère pédagogique avec le système d'enseignement scolaire, y compris avec les établissements postsecondaires et avec les programmes de formation en entreprise et les programmes axés sur les besoins de la collectivité. En outre, d'autres dispositions pourraient être prises pour mettre en place un partenariat de caractère institutionnel avec plusieurs ministères (éducation, travail, agriculture, etc.) ainsi qu'avec des entreprises, le pouvoir local, les collectivités, le secteur bénévole et d'autres institutions non gouvernementales. Là où elles n'existent pas déjà, des infrastructures adaptées devraient être mises en place aux niveaux national, régional et local pour orienter la recherche, développer les services, à la fois sur le plan quantitatif et qualitatif, et faire en sorte que les systèmes appropriés d'action concrète sur le terrain bénéficient du soutien voulu.

31. Dans tous les pays, il conviendrait de s'attacher à investir davantage dans la recherche afin de déterminer les moyens de répondre le mieux possible aux exigences d'élévation du niveau de compétences fondamentales de la population. Les universités et d'autres institutions devraient apporter un concours dans ce domaine.

32. Les pays industrialisés et en développement devraient procéder à des échanges d'expériences sur les préoccupations communes qu'ils rencontrent au stade de l'élaboration de programmes propres à répondre aux besoins de leur population : problèmes de la langue d'enseignement, de la dispersion des populations, de l'existence de zones d'extrême pauvreté, de la diversité des groupes à alphabétiser, etc.

C. COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE

33. Envisageant une décennie d'action mondiale en faveur de l'alphabétisation, la Conférence générale de l'Unesco, à sa vingt-quatrième session (1987), a lancé un appel aux Etats membres, aux organisations intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils prennent immédiatement des mesures en vue de préparer des programmes et des activités pour l'Année internationale de l'alphabétisation dans la perspective du plan d'action pour éliminer l'analphabetisme d'ici à l'an 2000. Compte tenu de cet appel et d'autres développements internationaux et nationaux, il est recommandé que l'Unesco, ainsi que ses Etats membres, prennent de nouvelles mesures concertées en vue d'éliminer l'analphabetisme et d'assurer l'éducation pour tous au cours de la présente décennie. L'Unesco, en étroite coopération avec les Etats membres et les autres agences des Nations Unies devrait mettre en œuvre des mesures, tout au long de la décennie, visant à la réalisation de l'éducation fondamentale pour tous en vue de l'éradication de l'analphabetisme et la généralisation de l'enseignement.

34. Tout en renforçant la coordination et la collaboration entre partenaires à l'intérieur du pays même et en tirant un parti maximal des ressources internationales dont ils disposent, les Etats membres devraient aussi prendre en compte les possibilités de soutien financier ouvertes par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous organisée en Thaïlande en mars 1990. Ce faisant, ils devraient renforcer et développer encore la coopération bilatérale, régionale et internationale, en vue d'adopter et de mettre en œuvre des politiques et stratégies rénovées pour l'éducation pour tous et participer activement aux programmes et projets régionaux que l'Unesco a mis sur pied pour atteindre cet objectif par un effort collectif. Ils devraient aussi apporter le soutien nécessaire aux réseaux régionaux de recherche, d'innovation et de développement qui s'emploient à améliorer la qualité de l'éducation.

35. L'action entreprise par l'Unesco en faveur de l'alphabétisation et de la généralisation de l'enseignement primaire dans les pays les moins avancés, notamment à travers les programmes régionaux en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique et dans les Etats arabes, doit être renforcée.

36. Dans le cadre de la réalisation d'une étude sur la possibilité d'un programme européen de coopération recommandée par la Conférence générale de l'Unesco à sa vingt-cinquième session, il serait souhaitable de présenter un rapport sur les problèmes de l'analphabétisme dans la région Europe. Ce rapport devrait être établi en coopération avec d'autres institutions internationales, des réseaux et des organisations non gouvernementales et prendre en compte leurs activités.

37. Au moment où l'Année internationale de l'alphabétisation (AIA) a créé les conditions psychologiques d'une action fondée sur une nouvelle mobilisation, de nombreux pays en développement ne sont pas en mesure de faire des progrès suffisants en raison du manque de moyens financiers. Le fardeau de la dette extérieure, l'augmentation des intérêts à verser pour le service de cette dette et divers autres facteurs économiques ont freiné les progrès de l'éducation dans beaucoup de ces pays. Le soutien dont ils ont besoin pour les années 90 sous forme de matériels éducatifs, de formation de personnel, d'échanges d'expériences novatrices et de mobilisation de fonds devra être sérieusement examiné par les bailleurs de fonds bilatéraux et par les autres institutions financières multilatérales et internationales. Dans ce contexte, les organismes donateurs et les pays récipiendaires ensemble pourraient envisager de redéfinir leurs priorités et, quand cela est possible, de simplifier leurs procédures de coopération technique, ainsi que d'envisager la possibilité de réaffecter au financement de l'éducation de base certains des fonds actuellement consacrés par les pays en développement au service de la dette.

38. En sa qualité d'institution invitée à mettre en œuvre l'Année internationale de l'alphabétisation et en tant qu'organisation internationale ayant l'éducation pour vocation, l'Unesco devrait s'employer à :

- (a) soutenir les Etats membres qui le demandent dans l'élaboration de leur plan d'action en faveur de l'éducation pour tous ;
- (b) renforcer ses capacités opérationnelles et la mise en œuvre d'actions concertées avec d'autres organisations (Unicef, PNUD, Banque mondiale, agences bilatérales, ONG, etc.) sur le terrain, conformément à la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous et au Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux ;
- (c) encourager la formation de personnel à plus grande échelle dans les domaines de la planification et de la gestion, des programmes et de l'enseignement, de la recherche et de l'évaluation, et dans d'autres domaines connexes, afin de renforcer la qualité de l'action d'alphabétisation et de l'éducation fondamentale dans les Etats membres grâce à des approches formelles et non formelles ;
- (d) prendre l'initiative, à la demande de leur gouvernement, dans chacun des pays où persiste un analphabétisme massif, de programmes et de projets adaptés ;
- (e) organiser la diffusion de l'information et les échanges d'experts ainsi que les échanges d'idées et de matériels dans le cadre de séminaires et d'ateliers réunissant différents fonctionnaires des Etats membres et grâce à l'établissement et au renforcement de réseaux régionaux et internationaux d'échange d'information ;

- (f) renforcer les capacités de ses bureaux régionaux et instituts internationaux, à savoir le BIE, l'IIEP et l'IUE, afin d'être en mesure de stimuler les programmes de recherche, d'innovation et d'évaluation dans les Etats membres ;
- (g) favoriser une coopération plus étroite entre les Etats membres eux-mêmes par l'intermédiaire de ses réseaux d'innovation régionaux, de ses bureaux régionaux et de ses instituts internationaux tels que le Centre asiatique culturel pour l'Unesco (ACCU), le Centre régional d'éducation des adultes et d'alphabetisation fonctionnelle pour l'Amérique latine (CREFAL), et l'Organisation arabe pour l'alphabetisation et l'éducation des adultes (ARLO) ;
- (h) encourager la coopération entre les organisations non gouvernementales œuvrant à différents niveaux et rechercher leur collaboration et leur participation à ses propres activités dans ce domaine ;
- (i) créer dans les années 90, en coopération avec les Etats membres et avec les services démographiques compétents des Nations Unies, des mécanismes propres à améliorer la fiabilité des statistiques sur l'alphabetisation et suivre les progrès réalisés dans différentes régions, ainsi qu'à l'échelle internationale, en vue de donner périodiquement aux Etats membres et à d'autres entités des informations sur les progrès de l'éducation pour tous, sur les obstacles et les blocages constatés, le cas échéant, dans telle ou telle région ou sous-région et sur les modifications à apporter aux plans et programmes afin d'atteindre les objectifs fixés pour la décennie ;
- (j) évaluer, à l'échelle mondiale, l'impact de l'Année internationale de l'alphabetisation en vue de stimuler l'action pendant le reste de la décennie ;
- (k) fournir, sur demande, aux Etats membres et aux organisations non gouvernementales intéressées des informations et un concours afin de les aider à trouver des sources extérieures de financement pour leurs grands programmes et pour leurs projets de réduction de l'analphabétisme et d'action en faveur de l'éducation fondamentale.

39. Le Bureau international d'éducation devrait, en collaboration et en coordination avec d'autres unités de l'Unesco :

- (a) assurer le suivi de la présente Conférence et conseiller les Etats membres qui en feront la demande sur les moyens de mettre en œuvre la présente Recommandation à la lumière de l'expérience acquise par d'autres pays aussi bien en développement qu'industrialisés ;
- (b) renforcer encore ses activités de documentation et de diffusion dans le monde entier de publications sur l'alphabetisation et l'éducation pour tous ;
- (c) conduire des recherches comparatives et suivre les progrès effectués par différents Etats membres et différentes régions en vue d'assurer l'"Education pour tous" d'ici à l'an 2000, en exploitant entre autres pour ce faire les documents de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous dont il est le dépositaire et les informations recueillies par le biais des rapports nationaux ;
- (d) aider les pays en développement en organisant des programmes de formation pour l'établissement de réseaux régionaux et nationaux d'échanges de documentation ;

- (e) publier d'autres fascicules de la série "Alphabétiser ? Parlons-en !" dans différentes langues et les diffuser largement tout au long des années 90 ;

40. La Conférence recommande que soit présenté à la 43e session de la CIE un premier rapport sur la mise en œuvre de la présente Recommandation.